



La Commune



Relaxe pour les 8 de Good Year



Il y a un lien entre la condamnation de 8 salariés de *Good Year* (suite à une plainte qui a été retirée) et l'état d'urgence. 9 mois de prison ferme, justifiés par le Premier ministre, l'homme qui depuis janvier 2015 était à l'affût du moment propice pour décréter l'état d'urgence et faire voter, pardon enregistrer, par les députés et sénateurs, le renforcement et la prolongation de cette forme d'Etat d'exception. Un état d'urgence qui sonne le glas de toute indépendance de la justice.

Tout le monde le sait, les salariés de *Good Year* étaient en état de légitime défense

De même que le gouvernement est intervenu à cors et à cris pour le lynchage judiciaire des 6 d'Air France quelques semaines avant la proclamation de l'état d'urgence, en les désignant à la vindicte publique comme des voyous, il tente d'embastiller les 8 de *Good Year* (prenant l'exact contre-pied des engagements de François Hollande, lorsqu'il voulait recueillir les voix des salariés de cette entreprise).

Comme le souligne la pétition pour les 8 de Good year « *Pour la première fois depuis un demi-siècle, un gouvernement a demandé que soit requis des peines de prison ferme contre des syndicalistes pour avoir participé avec les salariés à des actions en vue d'empêcher la fermeture de leur usine.*

En même temps qu'ils préparent la suppression dans quelques mois de plus 1000 articles du Code du travail, Hollande, Valls et Macron ont décidé de déclencher une répression sans précédent des syndicalistes qui luttent dans les entreprises. Avec les 8 condamnés de GOODYEAR l'exécutif veut faire un exemple. »

<http://www.cgt.fr/L-appel-des-Goodyear.html>

Il y a un lien entre cette volonté de mettre au pas et au garde-à-vous les salariés et les syndicats et le projet de réforme liquidant le Code du travail. Tout comme il y a un lien qui saute aux yeux entre l'état d'urgence et cette volonté d'abolir le Code du travail, sous couvert de « simplification ».

Nous nous tenons à la disposition des 8 de Good Year et de leurs organisations, pour arracher tous ensemble, dans l'unité, la relaxe immédiate des 8, l'arrêt ferme et définitif de toutes les poursuites engagées contre eux.

Voir aussi dans la catégorie Déclarations

COMMUNIQUÉ



Communiqué du groupe La Commune

Conformément à ses statuts, et sur proposition de son Comité National, l'assemblée générale des militant.e.s du groupe La Commune, section française de la Ligue Internationale Socialiste... »

DÉCLARATION



L'avenir de la Kanaky-Nouvelle-Calédonie ne peut pas se faire sans le peuple kanak

Droit au peuple kanak à disposer de lui-même et à l'indépendance ! Report du référendum du 12 décembre 2021 ! »



LIGUE SOCIALISTE

Déclaration de la LIS : L'Etat sioniste sera détruit, un Moyen-Orient socialiste renaîtra de ses cendres

La Commune relaie la déclaration de la Ligue socialiste internationale »

NOTES

RETRAIT DE LA LOI « SECURITE GLOBALE » - MANIFESTATION AUJOURD'HUI SAMEDI 28 NOVEMBRE 2020

ECLARATI

28 NOVEMBRE 2020

C'est désormais au grand jour que la crise de fin de régime s'expose et interpelle chacun et chacune, dans une violence inouïe menée par la police aux ordres du gouvernement. Macron peut bien,... >>



COMMUNIQUÉ

Journée Internationale pour l'élimination de la violence contre les femmes

Communiqué du 25 novembre 2020 >>



COMMUNIQUÉ

Communiqué

C'est avec la plus extrême fermeté que nous condamnons l'assassinat barbare qui a été commis le vendredi 16 octobre 2020 contre Samuel Paty, professeur d'histoire à... >>

